

Le fiasco du F-35

Une année à peine s'est écoulée entre le lancement et la fin de l'initiative *Stop F-35* – et pourtant, l'histoire s'est tristement écrite à plusieurs reprises avec cette initiative. PAGE 3



Un double réarmement

Les mêmes cercles qui ont contribué au réarmement de Poutine en exploitent aujourd'hui les conséquences pour réarmer la Suisse. PAGE 4

L'armée, gaspilleuse d'énergie

Le Conseil fédéral a lancé une campagne intitulée «L'énergie est rare. Ne la gaspillons pas». Mais en même temps, le budget de l'armée est augmenté à environ 7 milliards par an – une contradiction sans précédent. PAGE 8

PAS DE PSEUDO VOTATION



Cérémonie de deuil lors du retrait de l'initiative *Stop F-35*

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Il y a quelques semaines déjà que Viola Amherd a signé les contrats de vente sans attendre la votation de notre initiative contre les F-35, alors qu'elle nous avait promis le contraire en février. C'est à contrecœur que nous avons donc dû retirer notre initiative, car nous ne voulions pas participer à une pseudo-votation. En effet, une votation après la signature des contrats ne serait qu'une façon de légitimer une décision d'acquisition antidémocratique et donc de soutenir la façon de faire de la Ministre de la défense. Vous trouverez à la page trois une rétrospective de la phase turbulente de récolte des signatures, ainsi que les nombreux faux pas scandaleux d'un point de vue démocratique. Cet article met également en avant l'engagement précieux de nombreux bénévoles et expose finalement les raisons pour lesquelles nous avons retiré notre initiative.

Dans ce numéro, nous parlerons à nouveau de la guerre d'agression contre l'Ukraine. Nous aborderons différents aspects, notamment des plateformes de paix dirigées par des femmes en Ukraine et en Russie. De plus, nous mettrons en lumière le financement de l'armée de Poutine et nous aborderons la réaction de la gauche occidentale à cette guerre.

Depuis quelques temps, nous nous intéressons par ailleurs à l'initiative pour un service citoyen, qui veut étendre le service militaire et en faire un service civil pour les personnes de tous les genres. Lors de notre dernière AG, nous avons accepté une résolution contre ce service. Nous vous donnerons un petit aperçu des dernières nouvelles et vous donnerons quelques raisons de ne pas soutenir cette initiative.

Sur la dernière page, nous parlerons du gaspillage massif d'énergie de l'armée. Ce secteur n'est pratiquement pas mentionné dans les débats sur la crise énergétique qui nous guette - à tort.

Nous vous souhaitons une excellente lecture,

Anna Lindermeier
et toute l'équipe de rédaction

Impressum

Rédaction : Anna Lindermeier, Anja Gada, Andreas Weibel, David Raccaud, Fabio Briante, Josef Lang, Jonas Heeb, Jonas Kampus, Lukas Bürgi, Martin Parpan, Maxime Weissbaum, Oger, Pauline Schneider, Vanessa Bieri

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

Tirage : 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

RÉTROSPECTIVE

Récolte STOP F-35 : Plus efficace qu'un avion de combat !

350. C'est le nombre de jours entre la date de lancement de notre initiative STOP F-35 et la date de son dépôt à la Chancellerie fédérale. Si l'action antidémocratique de la conseillère fédérale Viola Amherd et du Parlement dominé par les partis bourgeois nous ont forcés à la retirer, il s'agit néanmoins d'une histoire et d'une réussite incroyables. Une brève rétrospective s'impose. DAVID RACCAUD

Avant même le choix du type, le Groupe pour une Suisse sans armée avait d'ores et déjà annoncé que, si le Conseil fédéral choisissait un bombardier furtif de type F-35, nous lancerions une initiative pour s'y opposer. Pourtant, le DDPS et Armasuisse ont décidé de faire comme bon leur semblait et, moins d'une année plus tard, le 31 août 2021, nous étions obligés de lancer notre initiative pour empêcher l'acquisition de ces avions hors de prix, inadaptés et peu sûrs. L'objectif était clair : nous voulions un véritable débat démocratique et populaire sur cette question.

La phase de récolte était donc lancée et le succès fut au rendez-vous, et ce malgré une situation sanitaire difficile. Nos militant·e·s étaient motivé·e·s et la population nous soutenait massivement.

Début février, Viola Amherd nous assurait même lors d'une conférence de presse qu'elle attendrait la votation populaire avant de signer le contrat d'achat. Mais tout cela, c'était avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

INSTRUMENTALISATION DE LA GUERRE

Cet événement international majeur a rebattu les cartes et a permis au Conseil fédéral d'instrumentaliser cette guerre tragique en martelant la nécessité absolue d'acheter au plus vite les F-35. La ministre du DDPS nous appela donc à de multiples reprises à retirer notre initiative, face à la prétendue urgence de la situation et au besoin absolu d'acheter ces bombar-

diers qui, rappelons-le, sont conçus pour l'assaut. Nous avons évidemment refusé et ces demandes répétées nous ont en réalité redonné un second souffle de motivation. Lorsque la ministre avait compris que nous ne la retirerions pas, son discours a changé : les contrats devraient être signés au plus tard à la fin mars 2023 – alors qu'un délai supplémentaire aurait pu être discuté, comme elle l'a annoncé lors de la session d'automne – et, si nous voulions voter sur notre initiative, nous devions la déposer au plus vite. C'est ce que nous avons fait.

350 jours après son lancement et après bon nombre de scandales plus tard, la Coalition déposera plus de 103'000 signatures à la Chancellerie fédérale. L'ambiance était à la fête et aux remerciements, car il s'agissait d'un effort collectif extraordinaire dans le seul but de proposer un véritable débat sur une question politique et démocratique fondamentale.

MILLE MERCIS

Certes, les contrats ont été signés et notre initiative sera retirée, mais si nous avons réussi cet exploit de récolter plus de 120'000 signatures en seulement 350 jours, c'est grâce à nos militant·e·s. Jour après jour, bravant la pandémie, le froid, le mauvais temps et les attaques du bloc bourgeois, vous avez récolté en moyenne 315 signatures par jour. Nous vous devons ce résultat et nous vous promettons que la lutte contre l'armée et pour la paix ne s'arrêtera jamais. Merci.

MEMBRES

Evènements régionaux en Romandie

La rentrée 2022 du GSSa a été rythmée par deux évènements en Suisse romande. Après la pandémie et l'initiative Stop F-35, l'idée était de se retrouver autour de sujets différents. Au début du mois de septembre, nous avons donc organisé une table ronde sur l'abolition des armes nucléaires à Neuchâtel et, un mois plus tard, une conférence sur le négoce suisse de matières premières à Lausanne. Compte-rendu. MAXIME WEISSBAUM

A Neuchâtel, nous avons eu la chance d'avoir deux intervenant·e·s sur l'enjeu immense des armes nucléaires. Annette Willi, co-fondatrice d'ICAN Switzerland (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons), nous a notamment parlé du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Celui-ci a été ratifié par 66 Etats à ce jour, dont aucun détenteur de l'arme nucléaire. Ce chiffre est tout de même encourageant car la norme créée par le traité a un impact sur les pays non-signataires en les stigmatisant. La représentante d'ICAN a conclu son exposé avec les objectifs globaux de son organisation dont le renforcement de la norme d'interdiction, la garantie de la mise en œuvre du traité et le soutien de plaidoyers par des organisations tierces.

La soirée s'est poursuivie avec une présentation de Fabien Fivaz, conseiller national Les Vert·e·s et membre de la commission de la politique de sécurité, sur les enjeux de sécurité

nucléaire en Suisse plus spécifiquement. Le Neuchâtelois a également mis l'accent sur le TIAN, en développant les raisons de la non-signature du traité par la Suisse. Pour rappel, le Parlement avait voté pour une signature rapide par le Conseil fédéral en 2018 ! Pour autant, tout n'est pas perdu pour Fabien Fivaz : Les dernières discussions sur le TNP, qui n'a d'ailleurs jamais permis de dénucléarisation, se sont tellement mal passées que cela pourrait profiter au TIAN.

Quatre semaines plus tard, c'est à Lausanne que nous nous sommes retrouvés pour une conférence sur le négoce suisse des matières premières donnée par Robert Bachmann, spécialiste en finance et matières premières chez Public Eye.

M. Bachmann a mis en lumière la centralité hallucinante de la place financière suisse dans le commerce des matières premières, notamment fossiles dont 25% du négoce mondial

passer par la Suisse ! Les négociants de matières premières ont par ailleurs choisi la Suisse, Genève et Zoug en premier lieu, pour ses avantages fiscaux, une faible régulation et la politique de neutralité favorable à l'économie.

Quand on sait que les exportations de pétrole et de gaz constituaient 36% du budget national russe en 2021, on peut le dire sans détour : La Suisse porte une responsabilité monumentale dans le financement de la guerre de Poutine ! Fort de ces nouvelles connaissances, le GSSa dénonce ce business avec la plus grande fermeté : La Suisse doit impérativement cesser de s'enrichir avec les énergies fossiles russes.

En conclusion, ces deux évènements ont été riches en discussions, autant pendant les présentations qu'aux apéros qui ont suivi. En tant que membres du GSSa, n'hésitez pas à nous soumettre des propositions pour que de tels évènements soient organisés dans votre région !

Retrouvez la version complète de cet article sur notre site internet, avec davantage de précisions sur les sujets abordés : <https://www.gsoa.ch/evenements-regionaux-en-romandie/>

AVIONS DE CHASSE

Le fiasco des F-35

Seulement une année s'est écoulée depuis le lancement jusqu'à la fin de l'initiative Stop F-35. Normalement, ce genre de processus dure des années. Et pourtant, l'initiative Stop F-35 entre tristement dans l'histoire pour plusieurs raisons. JONAS HEEB

LE DÉBUT

En août 2021, nous lançons l'initiative en collaboration avec le PS et les Vert-e-s. Pourquoi ? Explosion des coûts, plus de 800 lacunes, un bruit pas possible et des craintes quant à la fiabilité des jets. Voici le bilan des autres États utilisant déjà les F-35. Mais ce n'est pas tout. Le F-35 est un bombardier furtif construit pour attaquer des territoires ennemis. Ce n'est pas exactement l'avion parfait pour la police aérienne. Même aux États-Unis, le pays d'origine des F-35, des militaires hauts gradés voient l'avion de combat comme un « échec ». La Cour des comptes des États-Unis confirme quant à elle les risques financiers et techniques.

Les raisons de lancer l'initiative étaient donc multiples. Conformément à la tradition démocratique suisse, Viola Amherd avait promis lors d'une conférence de presse de son département qu'elle attendrait le résultat de la votation avant de signer le contrat d'achat de F-35.

IMMIXTION ANTIDÉMOCRATIQUE DE LA MINISTRE DE LA DÉFENSE

Madame Amherd n'aura tenu cette promesse que deux semaines. Après l'invasion de l'Ukraine par Poutine, un grand nombre de principes du DDPS semblaient avoir été reniés et la Ministre nous a demandé d'arrêter notre collecte de signatures. C'était la première fois qu'une Conseillère fédérale s'immisçait si activement dans le processus d'une initiative populaire. La guerre en Ukraine semblaient donner des ailes aux défenseurs de l'armée. L'augmentation beaucoup trop rapide et inutile du budget de l'armée le montre bien. Les partis bourgeois ont vu l'opportunité et ont instrumentalisé la guerre pour se joindre aux appels antidémocratiques de Mme Amherd et s'exprimer pour un achat des F-35 sans attendre notre initiative. Cela a ensuite donné au Conseil fédéral l'aplomb nécessaire pour défendre le même avis. Le délai de signature du contrat du 31 mars 2023 est tout à coup devenu un problème et on nous accusait de retarder le processus.

Or, nous ne retardions en rien. Après moins d'un an de récolte de signatures, nous avons déposé plus de 100'000 signatures valables à la Chancellerie fédérale. Nous avons été rapides et nous sommes proposé.es pour aider à organiser un vote sur l'initiative avant l'écoulement du délai. Après avoir réglé quelques questions juridiques, nous avons présenté un calendrier montrant clairement que l'organisation de la votation n'était qu'une question de volonté politique et juridiquement tout à fait faisable.

LE SUMMUM DU MANQUE DE TRANSPARENCE ET DES CONTRADICTIONS

Le Conseil fédéral a rapidement annoncé qu'une votation avant l'écoulement du délai ne serait pas possible. En même temps, on nous accusait de prolonger inutilement le processus alors que nous voulions simplement laisser la population se prononcer sur l'achat d'armement le plus important de l'histoire suisse. Celui-ci est, nota bene, accompagné de nombreux risques. Le Conseil des États avait déjà décidé d'autoriser Mme Amherd à signer le contrat sans attendre les résultats de l'initiative. Mme Amherd s'est montrée ravie car, selon elle, le

temps pressait. Mais n'avait-elle pas promis d'attendre les résultats de l'initiative avant le début de la guerre ? Si l'on suit la logique du Conseil fédéral, une votation n'aurait pu avoir lieu qu'après la votation, avec ou sans guerre. La Ministre de la défense n'avait donc jamais prévu qu'une votation ait lieu.

Ces incohérences et contradictions sont omniprésentes dans l'affaire des avions de chasse. Les rapport de différents organes de contrôle fédéraux confirmant les risques du F-35 commencent à s'accumuler. Le DDPS avait par exemple toujours prétendu que les prix du F-35 étaient fixes alors que dans de nombreux États, le prix a fortement augmenté. Cette affirmation a été réfutée. Un autre rapport montre à quel point le Conseil fédéral a agi de manière chaotique et peu concertée dans cette affaire. Avant l'évaluation, Madame Amherd avait promis un processus transparent et compréhensible – une autre promesse non tenue. Car le processus dans son entier au sein du

Conseil fédéral était on ne peut moins transparent et professionnel. Pour toutes ces raisons et d'autres encore, une votation et donc par conséquent notre initiative auraient été si importantes et légitimes.

LA FIN DE L'INITIATIVE

L'hystérie de l'armement a fait en sorte que les faits ne jouaient plus aucun rôle. Le Conseil national a en effet également donné son aval à l'acquisition des avions de chasse avant l'écoulement du délai imparti et a ainsi participé aux activités antidémocratiques et scandaleuses du Conseil fédéral et du Conseil des États. Même pas une semaine plus tard, Viola Amherd avait déjà fait signer le contrat : pas une seconde d'hésitation avant d'enterrer la démocratie directe. Le fait que la Ministre de la défense ait répondu que le délai de signature aurait certainement pu être négocié avec les États-Unis en raison du système démocratique suisse lorsque la question lui a été posée au Conseil national n'est rien d'autre que cynique. Elle ne dit pas pourquoi cela n'a pas été le cas.

La façon dont notre initiative a été traitée est tout bonnement incroyable. La signature du contrat aura été un épisode noir de notre démocratie directe. C'est à contrecœur que l'alliance contre le F-35 a donc décidé de retirer son initiative. Car une votation après achat n'aurait

été qu'une vaste blague, démocratiquement parlant. Le F-35 arrivera, un OUI ou un NON à l'urne n'y aurait rien changé. La démocratie est trop importante à nos yeux pour participer ce semblant de votation. Le Conseil fédéral et le Parlement ont grandement nui à notre démocratie avec leur comportement, nous n'allons pas y nuire davantage avec une pseudo-votation.

LE COMBAT CONTINUE!

Mais tout ceci n'est pas encore fini. Nous allons observer de près l'acquisition et utiliser chaque petit défaut du F-35 à nos fins. Personne ne pourra dire que les problèmes de cet avions de chasse étaient inconnus. Notre initiative les avait en effet présenté ouvertement.

Nous tenons à remercier vivement toutes les personnes qui ont soutenu notre initiative, de quelque manière que ce soit. La façon dont toute cette histoire s'est déroulée est frustrante, mais notre engagement n'aura pas été vain. Grâce à la pression que nous avons exercé, les médias ont régulièrement parlé du F-35 et après tout, cela a poussé deux organes de contrôle à rédiger des rapports sur l'acquisition de ce jet. Alors que règne une course à l'armement, nous avons su défendre une position résolument antimilitariste, et nous continuerons sur ce chemin !

Photo : ©GSsA



UKRAINE

LA SUISSE ET LE TRÉSOR DE GUERRE DE LA RUSSIE

Poutine s'arme, mais la Suisse aussi

Celles et ceux qui aident Poutine à s'armer profitent de l'occasion pour en faire de même en Suisse. JOSEF LANG

Poutine pourrait-il encore financer sa guerre et ses soldats s'il n'avait pas à sa disposition tout le capital financier venu directement de Suisse durant les deux dernières décennies ? Ses bombardiers pourraient-ils encore voler sans les machines spéciales obtenues en Suisse pour en construire les réacteurs ? Pourquoi les médias évitent-ils ce genre de questions ? Il est surprenant que ce soit Eric Gujer, rédacteur en chef de la NZZ, qui donne l'une des réponses les plus justes à ces questions : depuis plus d'une décennie, le Kremlin investit le moindre Kopeck issu des matières premières dans la modernisation de son armée.

LE COMMERCE DE MATIÈRES PREMIÈRES COMME SOURCE DE REVENUS

Au moins deux tiers du commerce de matières premières se fait en Suisse. Poutine a donc déjà pu encaisser plusieurs milliards de francs, de dollars ou d'euros grâce à notre pays « neutre ». La majeure partie de ces revenus proviennent des entreprises de pétrole, de gaz et de charbon dont le siège se trouve à Zoug ou à Genève. Au bord du Léman, les entreprises les plus importantes

sont Gunvor, co-fondée par le milliardaire Genady Timchenko ; Vitol, la plus grande multinationale suisse ; Trafigura, fondée par d'anciens cadres de la Marc Rich & Co SA (aujourd'hui Glencore) ; Litasco, société soeur du géant russe Lukoil ; et Rosneft, un des piliers du capitalisme étatique poutinien. À Zoug, l'entreprise la plus importante pour le Kremlin est Glencore. Celle-ci devance même les 400 entreprises russes enregistrées au registre du commerce. La deuxième plus grande multinationale suisse est actionnaire de la En+ Group, qui contrôle le géant de l'aluminium Rusal. Il possède également des parts de Norilsk Nickel, le plus grand exploitant minier russe, qui appartient à l'oligarque Vladimir Potanine. Glencore est également l'une des entreprises qui a laissé charger des pétroliers avec des matières premières russes dans des ports de la Mer noire après l'invasion de l'Ukraine.

En 2016, Poutine était en difficulté à cause des sanctions imposées après l'annexion de la Crimée. Et Glencore s'est empressée de l'aider. En collaboration avec le fonds national du Qatar et une banque italienne, ils ont levé 11 milliards de dollars pour acheter des actions de Rosneft,

entreprise détenue par Poutine. Ainsi, Glencore a contribué à remplir les caisses de l'État russe et donc à financer la guerre. Un an plus tard, Poutine a remercié l'entreprise en décernant le prix de l'amitié de la Fédération de Russie à Ivan Glasenberg, le PDG de Glencore à l'époque. Aucun-e des politicien-nes bourgeois-es de Zoug ou de Genève siégeant sous la Coupole n'a critiqué Gunvor, Glencore, Gazprom ou Rosneft. Au lieu de cela, ils et elles ont voté pour davantage d'armement en Suisse et une acquisition rapide des F-35. Les Alternativen du canton de Zoug se sont distancés d'entreprises poutiniennes fraîchement arrivées dans le canton comme Nord Stream en janvier 2006. Deux mois plus tard, Gerhard Pfister se distançait également... du parti de gauche en question.

Grâce à la politique bourgeoise, Poutine reçoit non seulement de l'argent, mais également les réacteurs de ses avions de chasse. En 2015, le SECO interdisait l'exportation de machines-outil dans le sillage de l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014. Ces biens à double usage étaient utilisés à des fins militaires en Russie. Les partis de droite ont fait beaucoup de lobbying et Karin Keller-Sutter, Conseillère aux États à l'époque, a déposé une interpellation en décembre pour relâcher les critères d'exportation. Vingt-deux de ses collègues du Conseil des États ont co-signé la demande. Le 10 mars 2016, le conseiller fédéral PLR Johann Schneider-Ammann a pu rassurer ses collègues : « Les critères d'évaluation ne seront pas de nature idéologique. Nous nous sommes orientés à des critères tout à fait objectifs ». Une remarque quant au bombardement d'hôpitaux syriens par Vladimir Poutine aurait probablement manqué d'objectivité.

LES OLIGARQUES COMME SOURCE DE REVENUS

Les oligarques sont également d'importantes sources de revenu pour Poutine. Seuls 10 des 150 à 200 milliards de fortune russe ont été tou-

chés par les sanctions jusqu'à présent. Cela n'est pas uniquement dû au manque de volonté politique, mais également au manque d'information. En 2020, les partis bourgeois ont refusé une proposition d'Ueli Maurer qui visait à inclure les entreprises fiduciaires et les avocats dans les personnes concernées par la Loi sur le blanchiment d'argent. Les deux principaux défenseurs du lobby des avocats étaient le Conseiller national genevois Vincent Maître et le Conseiller aux États valaisan Beat Rieder. Les présidents des trois partis bourgeois, Marco Chiesa (UDC), Gerhard Pfister (Le Centre) et Thierry Burkart (PLR) ont tous voté pour les intérêts des oligarques et donc de Poutine.

La Conseillère nationale UDC Magdalena Martullo-Blocher est fortement mêlée aux affaires avec la Russie. En mars 2022, la cheffe de l'entreprise chimique EMS a en effet interdit à ses collaborateurs-trices d'utiliser le mot « guerre » pour désigner « l'opération spéciale » de Poutine, « par respect pour les collaborateurs et l'entreprise ». Le mot « conflit », lui, était en revanche accepté. L'UDC, qui lutte contre les sanctions à l'encontre de la Russie pour des « raisons de neutralité », ne voit apparemment aucun mal à aider massivement Poutine à remplir les caisses de l'État.

Après l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine, le Conseil fédéral réagit tantôt très vite, tantôt très lentement. Le Conseil fédéral a par exemple traîné des pieds lorsqu'il s'agissait de décider des sanctions et leur mise en œuvre était d'une lenteur presque provocante. En revanche, l'exécutif a été très rapide sur le plan militaro-idéologique. Le 16 février, la Ministre de la défense, Mme Amherd, avait encore promis d'attendre la votation sur les F-35 avant de signer les contrats. Le 2 mars, elle demandait déjà l'interruption de la récolte de signatures, alors que cet avion de chasse n'avait objectivement rien à voir avec la guerre en Ukraine. L'armée russe est en effet d'une barbarie extrême, mais également d'une faiblesse extrême. En revanche, les flux financiers vers la Russie et l'exportation de biens à double usage pour ses avions de chasse sont tout à fait en lien avec la guerre en Ukraine.



Putin, Glasenberg, Carlo Messino (Banca Intesa Sanpaolo) Deal Glencore, Katar Rosneft 2016.

TACTIQUE D'ATTAQUE DE LA RUSSIE

La Russie bombardait et occupait des villes en Syrie et en Tchétchénie – qui s'en offusque ?

Les agissements de l'armée russe en Ukraine continuent de provoquer l'indignation dans le monde entier. Or, la stratégie de guerre utilisée par la Russie en Ukraine n'a rien de nouveau. FABIO BRIANTE

Les forces militaires russes procèdent sans état d'âme pour parvenir aux buts fixés par leur gouvernement. Leur force de frappe fait de lieux culturels et de places de jeux des tombes, de la nuit un cauchemar et des journées un véritable enfer. La façon de procéder de l'armée russe nous choque et augmente ainsi la pression sur nos dirigeant-es, dont nous attendons qu'ils et elles fassent tout leur possible pour aider la population ukrainienne.

Lorsque la même chose arrivait en Syrie ou en Tchétchénie, nous n'avons rien dit. La population d'Alep ou de Grosny aurait pourtant également eu besoin de notre soutien. À cette époque, l'armée russe avait déjà encerclé des villes et les avait prises pour cible. Les bombes et les grenades pleuvaient sur les marchés, les écoles, les hôpitaux et les bâtiments résidentiels. Des personnes mouraient dans des lieux publics,

des femmes enceintes dans des maternités. L'armée russe utilisait déjà des armes interdites, attaquaient des personnes qui fuyaient ou des convois ou empêchaient l'accès des populations à des biens essentiels – mais nous en sommes nous offusqués ?

Nous avons même permis à Poutine de recevoir un prix de paix au bord du lac de Zoug et 2002, alors que la guerre en Tchétchénie faisait rage. Nous acceptions que notre place financière permette de remplir les comptes du Kremlin et que le Conseil fédéral autorise l'exportation de biens à double usage vers la Russie même après 2015.

La Russie a donc pu continuer d'employer cette même stratégie meurtrière grâce à notre soutien constant. Nous sommes donc également responsables pour l'utilisation de cette stratégie, que nous reconnaissons aujourd'hui, en Ukraine. Cela devrait nous rappeler dans quelle situation

nous avons laissé les personnes en Syrie et en Tchétchénie. Mariupol doit être un rappel que notre indignation devrait se mesurer à la souffrance causée et que nous devons continuer à faire en sorte que nos dirigeant-es prennent leurs responsabilités

Ruines à Idlib, Syrie. © Pexels.com, Ahmed Akacha



FÉMINISME

Les femmes pour la paix

En tant que secrétaire du GSSa, j'ai eu la chance, il y a quelques temps, de participer à un podium de discussion organisé par le KOFF (plateforme suisse de promotion de la paix). Le sujet de cette manifestation était « les femmes et la paix en Ukraine » et des représentantes de l'organisation « Women's Initiative for Peace in Donbas » y étaient invitées. Chères lectrices, chers lecteurs, j'aimerais vous présenter en quelques mots l'organisation de ces femmes courageuses. ANNA LINDERMEIER

LES FEMMES EN UKRAINE SONT VICTIMES DE VIOLENCE

La guerre d'agression de Poutine est synonyme de souffrances atroces pour la population ukrainienne. Les femmes en sont particulièrement touchées, car elles souffrent d'une part des conséquences directes de la guerre et d'autre part de violence sexiste, qui est renforcée par les conflits. Selon l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la violence faite aux femmes a causé trois fois plus de morts entre 2014 et 2018 que le conflit armé. Les filles et les femmes sont également victimes de viols dans les régions conquises par la Russie. Ces viols sont le plus souvent perpétrés par l'armée russe. Même les réfugiées sont exposées de plus en plus souvent à la violence patriarcale en raison du manque de contrôle des institutions d'accueil privées dans les États voisins. Le risque de devenir victimes de traite d'êtres humains est également accru. D'après le Programme des Nations Unies pour le développement, en Ukraine, une femme sur cinq âgée entre 15 et 49 ans a déjà été victime de violence.

Et pourtant, depuis le début de la guerre en 2014, les femmes n'ont été que très peu ou pas du tout impliquées dans le processus formel de paix. Au lieu de cela, les institutions financières internationales ont introduit des réformes structurelles et des mesures d'économie, qui provoquent une hausse de la pauvreté. Celle-ci

augmente le risque de violence domestique dont les premières victimes sont les femmes et les enfants.

ENGAGEMENT FÉMINISTE POUR LA PAIX GRÂCE À DES PLATEFORMES DE DIALOGUE

Depuis 2016, la WIPD (Women's initiative for Peace in Donbas) lutte contre la vision militariste prédominante. En collaboration avec la WILPF (Women's International League for Peace and Freedom), elle apporte régulièrement de l'aide humanitaire dans l'Est de l'Ukraine. Elle travaille également avec « Femme du Don », une fondation russe de Novotcherkask, et organisent des tables rondes et des podiums, afin de créer une plateforme de dialogue. Ces deux organisations veulent amplifier la voix de la population civile des pays en guerre. Elles ont également l'ambition de montrer à la population du Donbas les possibilités de participation au processus de paix. La WIPD a, de plus, organisé à plusieurs reprises des cours visant à transmettre des compétences de négociation en collaboration avec l'Institut néerlandais des relations internationales. Les initiatives locales comme celle-ci sont essentielles pour créer une société civile forte et collaborative.

Évidemment, depuis le 24 février, les possibilités de dialogue en présentiel sont fortement réduites. Mais les militant.es de la WIPD et les

Femmes du Don ne comptent pas abandonner leur engagement pour la paix. Entre-temps, elles ont commencé à organiser des tables rondes de discussion en ligne, participent à des podiums de fondations pacifistes dans d'autres pays et fournissent de l'aide humanitaire sur place lorsque c'est possible.

LA RECONSTRUCTION DOIT ÊTRE FÉMINISTE

En tant que communauté internationale pour la paix, nous devons faire en sorte que ces femmes soient entendues. Afin de reconstruire durablement une communauté résiliente et sans violence, les femmes et la population locale doivent impérativement être incluses dans ce processus.



Femmes à la Women's March en Ukraine en 2019. CC-BY-NC

CYBER PARTISANS

Le collectif de hackers et hackeuses biélorusses qui sabotent la guerre

Cyber Partisans est un groupe de hackers et hackeuses créé en 2020 en réaction à la réélection frauduleuse d'Alexandre Loukachenko. Leur but était d'empêcher la répression brutale de l'État policier et d'établir des droits fondamentaux démocratiques. Pour ce faire, le collectif a fait fuiter d'innombrables données sensibles au cours de deux dernières années. ANJA GADA

Ainsi, il a été révélé que non pas 2000 personnes étaient mortes du Covid, comme l'indiquent les chiffres officiels, mais bien 32'000 personnes, soit 14 fois plus. En collaboration avec *ByPol*, un autre groupe biélorusse composé d'employés du gouvernement et de la police ayant émigré, les *Cyber Partisans* procèdent à des attaques ciblées contre les points faibles du gouvernement. Selon Yuliana Shemetovets, la porte-parole du groupe, cela permet de montrer que le système de surveillance étatique n'est pas parfait, ce qui constitue un signal important pour des militant.es qui s'opposent publiquement au gouvernement malgré la répression.

L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine a donné encore plus d'importance aux informations, données et crimes documentés. Le Be-

larus est un carrefour logistique important pour Poutine, d'une part à cause de la proximité politique entre Poutine et Loukachenko et d'autre part parce que le pays partage une frontière de plus de 1000 kilomètres avec l'Ukraine. Ainsi, une partie des troupes russes avaient été stationnée au Belarus avant l'invasion, ce afin de raccourcir au possible le chemin jusqu'à Kiev. Les *Cyber Partisans*, qui s'identifient comme des «hacktivists», avaient dès le début fermement condamné les mouvements de troupes.

Les militant.es se sont introduit.es dans le système informatique ferroviaire biélorusse afin d'essayer de ralentir les attaques russes et, en même temps, d'avoir un effet concret sur les mouvements de troupes et le transport de matériel. Des trains ont ainsi été retardés ou annulés.

Le collectif n'aura peut-être pas pu stopper l'opération russe, mais elle aura pu faire gagner un temps précieux aux combattant.es. Un ancien employé de l'entreprise ferroviaire publique a confirmé que ces cyberattaques ainsi que les actes de sabotages sur le réseau ferroviaire avaient pu retarder le transport de matériel militaire d'une semaine entière en mars. Cela a donné à l'armée ukrainienne le temps nécessaire pour réagir aux déplacements de troupes.

D'après Gabriella Coleman, spécialiste du domaine cyber et professeure à l'Université d'Harvard, ce mélange entre le sabotage traditionnel et les cyberattaques est une nouvelle forme de protestation qui dispose d'un potentiel énorme. Il est remarquable que les *Cyber Partisans* ne demandent pas de l'argent en contrepartie au gouvernement biélorusse, mais la libération d'opposant.es emprisonnés et le retrait des troupes russes.

L'opposition numérique issue de la société civile ne semble donc pas être uniquement d'ordre symbolique. Ce type de résistance déclenche des vagues de protestation plus grande contre Poutine et Lukashenko. Les alliances

entre les différents groupes ont des buts très précis : protéger leur souveraineté et leur intégrité nationale, construire des structures démocratiques et saboter la guerre d'agression russe. Il faut cependant être prudent.e, car ces groupes sont anonymes et ils agissent de manière cachée. Les services secrets militaires ainsi que les mouvements nationalistes y sont mêlés, la situation est peu claire et les décisions sont souvent prises à la hâte. Il est quasiment impossible de procéder sans laisser de traces numériques, surtout lorsque des militant.es novices participent à des cyber-attaques. Une attaque qui serait perçue comme venant de l'OTAN par les services secrets russes aurait des conséquences autrement plus dramatiques qu'un système ferroviaire chamboulé. Mais les faits sont les faits : la cyberguerre est menée en secret, alors que, sur le champ de bataille, des personnes meurent chaque jour. Néanmoins : la moindre erreur des «hacktivists» pourrait avoir des conséquences terribles.

LIVRAISONS D'ARMES À L'UKRAINE

Le début de la guerre d'agression de Poutine contre l'Ukraine a été un choc pour tout le monde. Pendant un moment, il y eut de la consternation et de la solidarité, puis de la colère parce que le Conseil fédéral avait pris des sanctions avec tant d'hésitation. Il est vite devenu clair que le plus grand levier de la Suisse pour désamorcer cette guerre se trouve là où se déroulent les sales affaires de pétrole, de gaz et d'uranium. Sur la place du négoce des matières premières. Dans une habile manœuvre de diversion, les bourgeois ont toutefois éludé ces questions gênantes. Au lieu de cela, ils ont exigé des livraisons d'armes et qualifié le mouvement pacifiste de « divisé ». Et ce, bien que la situation juridique en Suisse ait été claire dès le début et que les exportations d'armes vers des parties belligérantes soient considérées comme contraires à la loi.

Avec les articles d'opinion suivants, nous voulons essayer de présenter les différentes positions sur cette question au sein du GSSA et du mouvement pour la paix au sens large. Il est clair pour nous qu'en tant que mouvement pour la paix, nous ne devons pas nous laisser diviser et distraire par des bourgeois apeurés, mais que nous devons garder en ligne de mire les grands leviers dont dispose la Suisse pour contribuer à la paix en Ukraine : à savoir la place commerciale pour les matières premières russes et la place financière comme havre de paix pour l'argent des oligarques.

OPINION

Pas de paix avec Poutine

Au cours des derniers mois, la situation en Ukraine s'est détériorée. L'armée de Poutine y commet des horreurs. La gauche et le GSSA doivent être solidaires avec l'opposition à Poutine. JONAS KAMPUS

La guerre en Ukraine dure déjà depuis huit mois. Des milliers de personnes sont décédées sur le champ de bataille, dans des supermarchés, dans leur lit. Ici, en Europe de l'ouest ce que nous étions jurés d'éviter arriva : la guerre a rejoint les feux de forêt et la noyade de réfugiés en Méditerranée dans le flot incessant des nouvelles qui ne font plus la une.

Cette semaine seulement, je me suis rendu compte de la césure que représente l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Depuis 1945, aucun pays de cette taille n'avait été attaqué simultanément par les airs, la mer et la terre. Au début de la guerre, beaucoup de groupes de gauche avaient vu cette guerre comme guerre par procuration entre deux blocs, l'un dirigé par la Russie et l'autre par les États-Unis. Or, la réaction hésitante des membres de l'OTAN nous montre

que cette interprétation est erronée. Cette vision des choses ignore le fait qu'avant le 24 février, l'Ukraine aurait été à des décennies d'une adhésion à l'UE ou à l'OTAN. En suivant cette analyse, nous déniions toute autonomie et autodétermination à la population ukrainienne, ne la laissant ainsi pas décider de sa vie et de ses intérêts. Au cours des derniers siècles et en particulier pendant le XX^e siècle, les États d'Europe de l'Est ont joué le rôle de zone tampon pour la Russie et l'Europe de l'ouest, qui ont tour à tour dominé cette zone.

La résistance de la population ukrainienne au cours des derniers mois contre la plus grande puissance nucléaire est impressionnante. Et je vous dis ça en tant que membre convaincu du GSSA. Celles et ceux qui invoquent le pacifisme pour ne pas avoir à se décider entre l'agression

de Poutine et la résistance ukrainienne ne sont pas pour la paix, mais pour une libre propagation du chauvinisme russe. Des vétérans anarchistes qui avaient combattu dans la guerre civile espagnole avaient dit que la lecture de Tolstoï les avait animés à prendre les armes contre les fascistes franquistes. Et après tout, en 1936, Madrid n'a pas été défendue par un sit-in et en 1944, la Normandie n'a pas été libérée des Nazis grâce à des lettres ouvertes. En tant que membres de la gauche et du GSSA, nous ne pouvons pas nous permettre d'être passifs/ves dans cette guerre. D'innombrables anarchistes, communistes et syndicalistes ukrainiens, bélarusses et russes combattent en Ukraine, non pas pour le gouvernement néolibéral de Selensky, mais pour l'autodétermination de la population ukrainienne. La métamorphose de la Russie d'un État autoritaire en un État ouvertement fasciste anéantit toute ambition de gauche, démocratique, féministe ou écologiste. Aucun.e pacifiste ne peut vouloir d'une Ukraine sous la domination de Poutine. Au contraire, cela donnerait plus d'élan à des partis russophiles en Europe, de l'UDC aux post-fascistes des Fratelli d'Italia.

Nous ne saurons probablement qu'à posteriori si le système poutinien est un fascisme déguisé. Toutefois, si l'on écoute les tirades de haine venant des commentateurs TV russes, nous devons nous attendre au pire. Les menaces nucléaires ouvertes de Poutine et de ses acolytes, l'occupation hasardeuse de la zone d'exclusion autour de Tchernobyl ainsi que l'attaque de la plus grande centrale nucléaire d'Europe et utilisation de celle-ci en tant que base militaire font renaître les craintes de l'annihilation nucléaire. Le scénario d'une catastrophe nucléaire causée par la Russie est bien réelle.

Les terribles informations sur les horreurs commises par les soldats russes dans les zones occupées nous montrent l'importance des manifestations de solidarité avec le peuple ukrainien. Au lieu de nous cacher derrière une fausse interprétation du pacifisme, nous, la gauche d'Europe occidentale devons soutenir moralement et matériellement nos camarades en Ukraine, mais également en Russie et au Belarus. Car avec Poutine, il n'y aura pas de paix, ni en Ukraine, ni dans le reste du monde.

OPINION

Pourquoi nous battons-nous ?

« Le pacifisme radical mène à une impasse », titrait la WOZ le 26 mai dernier avec une citation d'Anja Gada à propos d'une interview qui exposait pour la première fois ouvertement les débats internes du GSSA sur le pacifisme dans la guerre en Ukraine. Il était ainsi clair que la position pacifiste radicale devenait de plus en plus controversée, même au sein de la gauche. Cet article a pour but de montrer pourquoi on peut aussi être radicalement pacifiste dans une guerre et dans quelle mesure les principes de gauche soutiennent une telle attitude. VANESSA BIERI

Pourquoi est-on politiquement active ? Dans mon cas, comme pour beaucoup je pense, le déclencheur a été le mécontentement face à la situation actuelle. J'ai vu tant d'injustices que je ne pouvais pas laisser passer et c'est ainsi que j'ai trouvé le chemin de la politique de gauche. Une politique qui représente la justice, la paix et surtout la perspective, et qui vaut la peine de se battre pour cela. Après le 24 février, cette image de la politique de gauche s'est brisée pour moi et j'ai dû me demander à nouveau : « Pour quoi est-ce que je me bats ? »

QUE VOULONS-NOUS ?

La politique de gauche veut la justice sociale et donc une société qui offre une place égale à chacun.e. On parle de cohérence – résolument sociale, résolument anticapitaliste, résolument respectueuse du climat, résolument pour une perspective avec des solutions concrètes. Le fait que cela prenne du temps et nécessite d'innom-

brables étapes intermédiaires dans la mise en œuvre est dans la nature du système démocratique. Mais nous avons un objectif que nous poursuivons. Une perspective, plutôt qu'une simple lutte contre les symptômes. L'être humain et son bien-être sont la priorité absolue et le corollaire de cette priorité est pour moi le pacifisme. Car si nous voulons lutter contre ce qui est hostile à l'humain, nous devons nous engager contre les armes et leur utilisation. Mais que faire si nous sommes déjà au milieu d'une guerre ? Une question qui a divisé le mouvement pacifiste en février : on était d'accord que sur l'objectif, mais pas sur le chemin à suivre. Car la guerre avait commencé, elle semblait très proche et on recourait à des moyens connus : la guerre exige des armes. C'est compréhensible si l'on considère l'histoire. Mais accepterons-nous le passé de la même manière à l'avenir, ou n'y aura-t-il pas d'alternatives ?

LE PACIFISME COMME ALTERNATIVE

Le dictionnaire définit le pacifisme comme suit : « Un courant idéologique qui rejette toute guerre en tant que moyen de confrontation et qui exige le renoncement à l'armement et à l'entraînement militaire ». Un courant qui est né, entre autres, parce qu'on s'est rendu compte que le « vainqueur » d'une guerre n'est jamais la population. L'attitude d'une politique en faveur des gens devrait donc être claire. Mais la première réaction à l'aide directe aux personnes innocentes attaquées, à la défense de leur patrie et à la protection de leur vie, a été, à gauche également, une discussion sur les armes. Mais on y perd la perspective et la cohérence exigées, et c'est là qu'intervient la question : « Pour quoi est-ce que je me bats ? Pour lutter contre les symptômes à court terme ou pour un changement fondamental, avec une perspective ? » Et cela signifie poursuivre sa perspective non seulement en temps de paix.

En Suisse, nous avons la possibilité de pouvoir adopter une position pacifiste radicale et d'ouvrir ainsi la voie à la paix pacifiste. Car il ne s'agit pas de « et si ? », mais de « et maintenant ? ». Nous ne devons pas nous demander ce qui se passerait si la Suisse était en guerre ou ce qui se passerait si nous pouvions livrer des armes. Nous devons nous demander comment amener la Suisse à ne pas continuer comme avant une fois la guerre terminée, mais à faire de la prévention

de conflits qui soit sérieuse. Notre tâche est maintenant de faire une déclaration claire contre le réarmement et l'utilisation d'armes. Car je suis convaincue qu'il ne peut y avoir de paix par les armes et je n'accepterai pas que les armes soient la seule solution en cas de guerre. Je crois bien plus à la résistance civile, à l'aide humanitaire et à la fuite, car je donne plus de valeur aux vies humaines qu'aux frontières nationales construites ainsi qu'à un système politique construit – c'est la conséquence que j'en tire lorsque je parle de perspective. Car un système politique peut être changé avec des personnes, et la masse est notre force, mais le système politique ne ressuscite pas les morts et il oublie les milliers de personnes qui sont mortes sur le champ de bataille.

POUR QUOI VOUS BATTEZ-VOUS ?

Pour moi, le pacifisme radical ne mène donc pas à une impasse, mais est au contraire la seule politique de paix cohérente qui permette de sortir de l'impasse. Car les personnes qui, des deux côtés, ont été contraintes de participer à cette guerre qu'elles n'ont jamais voulue, partiront oubliées. Mais avec une position pacifiste forte, nous parviendrons peut-être à faire en sorte que la prochaine fois soit différente, et c'est pour cela que je me bats. Et vous ?

HAUT-KARABAKH

Un conflit entraîne souvent un autre

Poutine a envoyé les troupes russes qui maintenaient la paix en Arménie et en Azerbaïdjan. Il n'est donc pas surprenant que le conflit ait repris. Or, n'oublions pas que la Russie a participé de façon décisive à exacerber ce conflit au cours des dernières années. Mais la Suisse aussi à, récemment, vendu des biens militaires valant plusieurs millions aux deux parties prenantes du conflit. LUKAS BÜRGI

Le conflit au Haut-Karabakh précède l'intégration de la région dans l'Union soviétique. Celle-ci a étouffé le conflit pendant quelques décennies et, lors de la chute de l'Union, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont tout de suite entrés dans une phase d'escalade. S'en suivit une guerre de six ans où toutes les parties en guerre ont commis des crimes de guerre. Un cessez-le-feu a été promulgué et celui-ci a plus ou moins tenu jusqu'en 2020. Au cours des années 2010, les deux pays ont augmenté leurs stocks d'armes

en approvisionnant à l'étranger et ce bien que l'OSCE ait déconseillé la livraison d'armes vers ces deux pays. L'Arménie a acheté quasiment tous ses systèmes d'armes en Russie à prix réduit. Mais elle a également acheté pour 90'700 CHF d'armes en Suisse. L'Azerbaïdjan a acheté environ 60% de ses systèmes d'armes en Russie, sans réduction de prix toutefois. Israël, le Belarus, la Turquie et la Suisse ont également livré des armes en Azerbaïdjan. Le montant total des armes achetées en Suisse, qui comprennent notamment

du matériel pour drones, s'élève à 5'742'114 CHF. Le SIPRI et le Peace Research Institute de Francfort confirment tous deux qu'ils voient ces livraisons d'armes comme un facteur déclencheur de la nouvelle guerre.

Après six semaines de guerre, un accord de cessez-le-feu a été signé par toutes les parties en guerre et par Vladimir Poutine. Ce sont notamment les drones qui ont contribué à cette issue de la guerre, et probablement entre autres des drones fabriqués en Suisse. Selon l'accord signé par les parties, 2000 soldats russes devaient assurer le respect du cessez-le-feu et ce jusqu'en 2025. Le cessez-le-feu surtout a été violé là où aucun soldat russe n'était stationné. Toutefois, comparé à la guerre qui avait duré six semaines, très peu de personnes ont perdu la vie. Déjà

quelques semaines après le début de la guerre en Ukraine, en mars, Poutine aurait retiré 800 soldats du Haut-Karabakh, selon des renseignements. Jusqu'à l'escalade du 13 septembre, il ne les avait pas remplacés. Heureusement, les deux pays en sont restés à quelques escarmouches de deux jours avant de décréter un autre cessez-le-feu. Ce sont les civils et les simples soldats qui en ont souffert le plus. Bien que les combats de deux jours ne représentent qu'une infime partie de ce conflit, plus de 150 personnes ont dû y laisser la vie. Et ce ne seront probablement pas les dernières victimes.

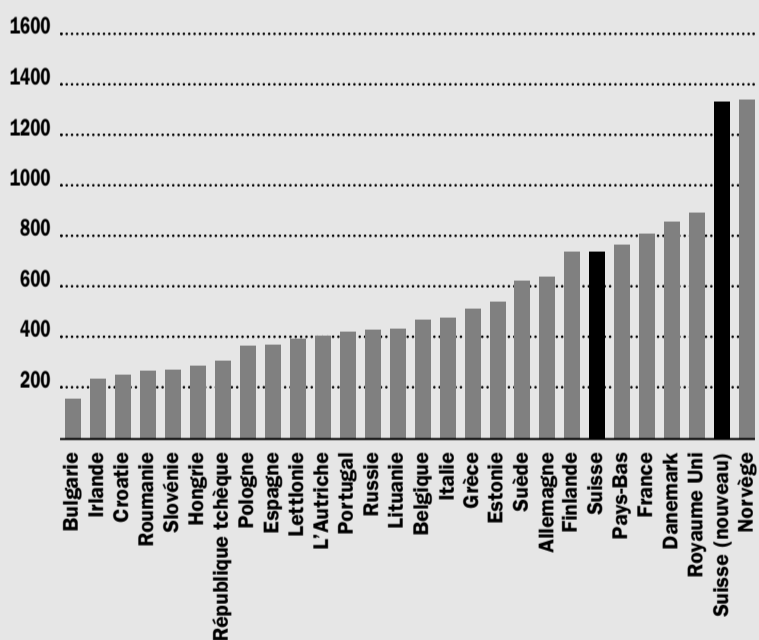
Pour une liste des sources et des conseils de lecture plus poussés, veuillez vous référer à la version en ligne de cet article. Les articles du Stockholm International Peace Research Institute étaient de loin la source la plus importante.

INTERNATIONAL

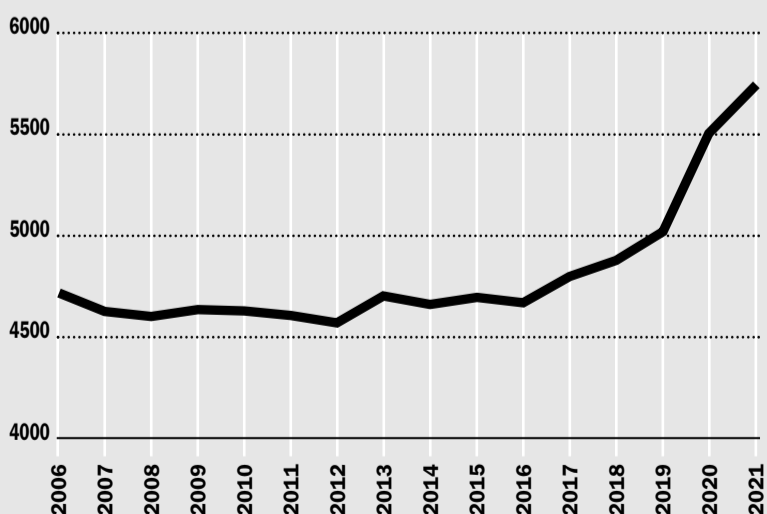
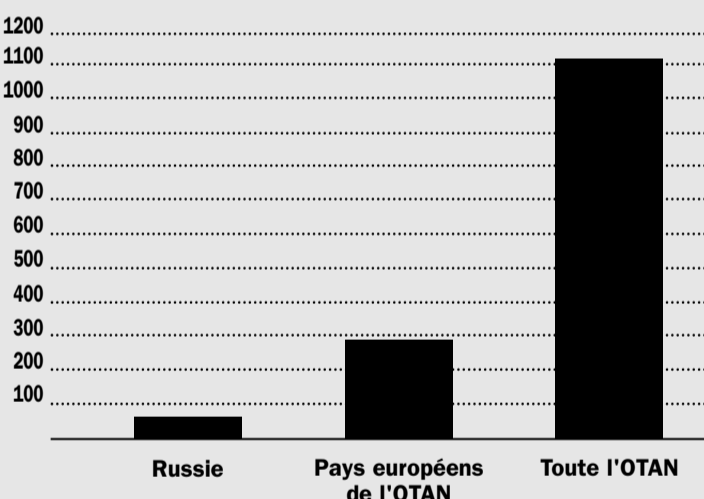
L'armement en chiffres

(aw) Les politicien-nes bourgeois-es sont en pleine fièvre de l'armement. Pourtant, quelques chiffres suffisent pour montrer à quel point cette explosion budgétaire est absurde.

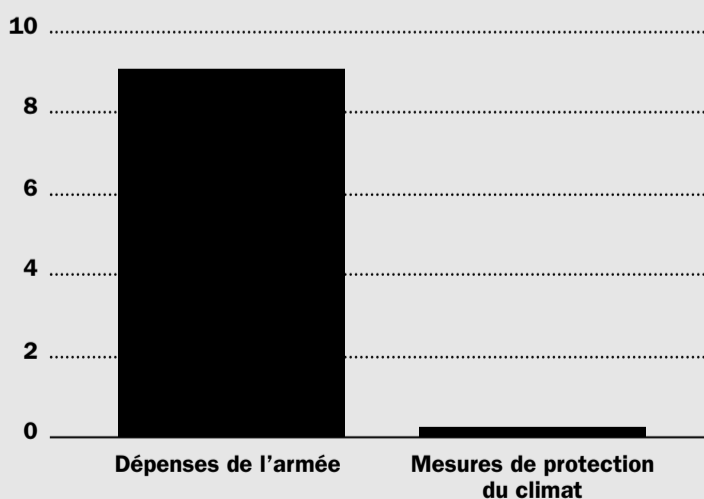
Dépenses par personne pour l'armée en 2020 en USD : Peu d'autres pays européens dépensent autant pour leur armée que la Suisse. Avec ces nouvelles hausses budgétaires, les différences se creuseraient encore davantage. (Source : SIPRI Military Expenditure Database)



Dépenses militaires 2020 en milliards de dollars : L'occident est déjà bien plus puissant que ses adversaires potentiels (Source : SIPRI Military Expenditure Database)



Dépenses de l'armée suisse en millions de francs : L'armée victime de coupes budgétaires depuis des années ? C'est faux. La course aux armements a commencé il y a déjà des années. (Source : SIPRI Military Expenditure Database)



Session d'automne 2020, dépenses approuvées en milliards de CHF : L'UDC veut combattre les mesures de protection du climat à l'aide d'un référendum. Cette possibilité n'existe pas pour le budget de l'armée.

Service citoyen

(ps) L'initiative Service citoyen, lancée au début de cette année, semble avoir trouvé son écho au sein du Parlement. En effet, ces dernières semaines, que ce soit la commission de politique et de sécurité du Conseil des États (CPS-E) ou lors des débats au Conseil national, plusieurs parlementaires semblent penser qu'il s'agit là d'une bonne idée. L'idée ? Demander à toutes les personnes de nationalité suisse d'effectuer un service au profit de la société, qu'il soit militaire ou « de milice reconnu par la loi ». Évidemment, cela reste trop vague. En parallèle, une présence obligatoire pour les femmes aux journées d'orientations est discutée, et il devient important de ne pas mélanger tous types « d'égalité ». Tant qu'elle ne sera pas respectée dans tous les domaines privés et publics, imposer aux femmes qui sont déjà omniprésentes dans les domaines des soins et de la santé sociale de participer à cette journée revient simplement à leur rajouter un poids. À l'heure où des plans de remilitarisation sont mis en place un peu partout, il est d'autant plus important de garder à l'esprit que les vraies questions de sécurité sont tout ailleurs, et sont déjà féminines : pensons à la sécurité sociale, écologique, énergétique ou encore alimentaire. Aucune de ces dernières ne seront améliorées par des « services de milice reconnus par la loi », qui devront être définis par un parlement bourgeois. Il est temps de sortir de cette spirale de l'urgence militaire, déguisée sous une fausse volonté d'égalité.

Vous pouvez retrouver la résolution du GSSa sur le service citoyen sous : www.gssa.ch/press_release/le-gssa-rejette-le-service-citoyen/

LA DERNIÈRE

ÉNERGIE

L'Horreur écocide n'en finit pas

Le Conseil fédéral a pris des mesures permettant à la Suisse d'améliorer rapidement sa situation énergétique avant le début de l'hiver. La campagne intitulée « L'énergie est limitée, ne la gaspillons pas » a pour public cible la population et les entreprises. Dans le même temps, le budget de l'armée augmente de 7 milliards par an à peu près, une sacrée contradiction. MAXIME WEISSBAUM

« Optez pour la douche plutôt que le bain », « Faites bouillir la bonne quantité d'eau » ou encore « lavez à basse température ». Voici quelques-uns des conseils d'économie d'énergie communiqués par le Conseil fédéral. Quelle que soit leur efficacité, ces slogan véhiculent surtout un message : la politique énergétique nous concerne toutes et tous. Après tout,

maintenant que la catastrophe climatique nous menace, l'empreinte carbone devient on ne peut plus importante. Si tout le monde vivait comme nous en Suisse, il nous faudrait presque trois planètes. Nous, les population du Nord sommes incroyablement égoïstes, même les plus enhardis des défenseurs de la militarisation au Palais fédéral devraient

l'avoir compris. Car plus de biens militaires signifie contribuer à l'augmentation de notre empreinte carbone. Aujourd'hui déjà, l'armée émet 24'000 tonnes de CO2 par années. Et l'armée ne doit pas se soucier de la protection du climat autant que les autres. En effet, le but formulé par l'administration fédérale de diviser par deux les émissions de CO2 jusqu'en 2030 ne vaut explicitement pas pour le DDPS. Autrement, les avions de chasse ne pourraient pas voler autant, et ça, les fans de l'armée n'en veulent pas. Pire encore, l'acquisition des F-35 et l'augmentation massive du budget de l'armée augmentera même l'empreinte carbone de cette dernière. Peu importent les canicules, les lacs asséchés et la fonte des glaciers. Viola Amherd a certes

reconnu cet anachronisme et veut atteindre le standard Minergie dans la rénovation du parc immobilier du DDPS et miser sur davantage d'énergie solaire. En 2021, elle avait organisé une conférence de presse extraordinaire pour communiquer ces décisions – beaucoup de pub, mais pas de décisions courageuses.

Il ne nous reste plus qu'à nous rendre à l'évidence que les défenseurs de l'armement voient leur contribution catastrophique à la catastrophe climatique comme un détail sans importance. Ils contribuent ainsi fortement à nous rapprocher du désastre. Ah, si seulement l'armée n'existait pas ! Ou pour reprendre le slogan du Conseil fédéral : l'énergie est limitée, ne la gaspillons pas.

SECRETARIAT

Bienvenue et adieux au sein de l'équipe

Le mois d'octobre 2022 a vu l'arrivée d'un nouveau visage au sein de l'équipe du GSSA. Nous avons le plaisir d'accueillir **Roxane Steiger** au secrétariat de Zurich !

Roxane est notamment rédactrice au journal zurichois et de gauche « P.S. », dans lequel elle rédige des interviews dans la rubrique « Im Gespräch ». Dans ses articles bien souvent d'actualité brûlante, elle interroge les personnalités

les plus proches des sujets traités. Par ailleurs, elle travaille pour l'ONG Campus pour la démocratie, une plateforme nationale pour l'éducation à la citoyenneté et la participation politique. Et ce n'est pas tout : Roxane a déjà mené une campagne régionale pour le Parti socialiste et elle a participé à diverses campagnes pour la Grève du Climat, dont elle s'occupe notamment de la newsletter nationale. Riche de ces expé-

riences, notre nouvelle secrétaire a d'ores et déjà démontré ses nombreuses capacités politiques au GSSA et nous en sommes ravi-e-s !

Malheureusement, des mots de bienvenue impliquent souvent des adieux. En effet, **Anna Lindermeier** du secrétariat de Zurich a décidé de quitter son poste de secrétaire au GSSA dans le courant de l'automne, pour se concentrer sur ses études de biologie.

Anna a travaillé plus d'une année avec nous. Elle a largement contribué à notre newsletter sur l'Ukraine, qui nous permet d'aborder la guerre sous un angle antimilitariste, et était responsable de la gestion du journal que vous lisez actuellement ! Les tâches administratives comme la gestion des adresses ne la dérangeaient pas et elle a notamment aidé en coulisses pour l'organisation des manifestations pour la paix, alors qu'il fallait en même temps récolter pour notre initiative. C'est le cœur lourd que nous souhaitons une bonne suite à Anna !

GREGOR,
les histoires de
l'arme aventureuse



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: **GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch**

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____



Ivan Glasenberg, CEO Glencore 2002 bis 2021.
Für seinen persönlichen Einsatz beim Einstieg von
Glencore bei Rosneft wurde Glasenberg im Jahr
2017 vom russischen Präsidenten Vladimir Putin
ein Orden überreicht.

Foto : @wikimedia commons